

DÉLIBÉRATION 2025 14

Délégation au Président pour contracter des emprunts

Séance du Comité syndical du 24 avril 2025

EXPOSE DES MOTIFS

Par arrêt n° 24PA00645 du 21 février 2025, la Cour Administrative d'Appel de Paris a condamné l'Agence métropolitaine des mobilités partagées à verser à la SAS Autolib' une indemnité de 66 M€ assortie de frais et d'intérêts, soit une somme globale d'environ 75,5 M€. Le risque financier lié à ce contentieux a été provisionné au moyen de contributions spécifiques versées par les membres de 2019 à 2023 pour un montant total de 32,5 M€.

La charge résiduelle de la décision de justice, qui s'établit à environ 43 M€, étant de nature à déséquilibrer le budget, la direction générale des Finances publiques, en accord avec la direction générale des collectivités locales, a autorisé l'Agence à étaler cette charge jusqu'en 2029 et à l'enregistrer, conformément à l'instruction comptable M57, de manière dérogatoire en section d'investissement, ce qui permet le financement de cette charge exceptionnelle par emprunt.

Dans cet objectif, l'Agence métropolitaine des mobilités partagées a sollicité différents établissements bancaires pour obtenir la meilleure offre de financement. Elle a été apportée par l'Agence France Locale qui, conformément à l'article L. 1611-3-2 du code général des collectivités territoriales, est une société publique revêtant la forme de société anonyme, créée par des collectivités territoriales et des établissements publics de coopération intercommunale, dont l'objet est de contribuer, par l'intermédiaire d'une filiale, au financement de ces entités publiques actionnaires.

La décision de recourir à l'emprunt relève de la compétence de l'assemblée délibérante, toutefois, elle peut être déléguée à l'exécutif, conformément aux dispositions de l'article L.2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales. C'est dans ce cadre que la délibération 2020 16 du 2 octobre 2020 a donné délégation de compétences au Président de réaliser tout type d'emprunts destinés au financement des investissements prévus par le budget dans la limite d'un montant annuel fixé lors de l'adoption du budget annuel, du budget supplémentaire ou de décisions modificatives et de procéder aux opérations financières comprenant tous les actes nécessaires à la gestion de ces emprunts.

Au cas particulier, les emprunts envisagés pour 43 M€ sont de nature particulière, afin de répondre à un besoin immédiat de trésorerie, pour 10 M€ (sur 1 an, au taux variable Euribor 3 mois +0,69%, remboursement anticipé sans frais), en attendant le versement des collectivités membres qui ont opté pour un financement dans le cadre des contributions de l'année 2025 et un emprunt consolidé de 33 M€ remboursable jusqu'en 2029 (au taux variable Euribor 3 mois + 0,76%, remboursement anticipé sans frais).

C'est pourquoi, il est proposé de donner délégation au Président de conclure des emprunts, pendant toute la durée de son mandat, dans les conditions et limites définies ci-après :

- Les emprunts pourront être à court, moyen ou long terme et éventuellement sous forme obligataire, libellés en euros ou en devises
 - Avec possibilité d'un différé d'amortissements et/ou d'intérêts,
 - Avec un taux d'intérêt fixe et/ou indexé (révisable ou variable), à taux effectif global (TEG) ;
 - Compatibles avec les dispositions légales et réglementaires applicables en cette matière ;
- Les contrats de prêt pourront comporter une ou plusieurs des caractéristiques ci-après :
 - Des droits de tirages échelonnés dans le temps avec la faculté de remboursement et/ou de consolidation ; La faculté de modifier une ou plusieurs fois l'index ou le taux relatif au calcul du taux d'intérêts ;
 - La faculté de passer du taux variable au taux fixe ou du taux fixe au taux variable ;
 - La faculté de modifier la devise ;
 - La possibilité de réduire ou d'allonger la durée du prêt ;
 - La faculté de modifier la périodicité et le profil de remboursement.

Accusé de réception en préfecture
075-200021624-20250424-202514-DE
Date de réception préfecture : 24/04/2025

Par ailleurs, le Président peut à son initiative exercer les options prévues dans le contrat de prêt et conclure tout avenant destiné à introduire dans le contrat initial une ou plusieurs des caractéristiques ci-dessus ;

Le Président peut également, pendant la durée de son mandat, procéder au remboursement anticipé des emprunts en cours, avec ou sans indemnité compensatrice, selon les termes convenus avec l'établissement prêteur, et contracter, éventuellement, tout contrat de prêt de substitution pour refinancer les capitaux restants dus et, le cas échéant, les indemnités compensatrices, dans les conditions et limites fixées ci-dessus.

Plus généralement, il décide de toutes les opérations financières utiles à la gestion des emprunts et passe à cet effet les actes nécessaires. Dans ce cadre, il peut, sous sa surveillance et sa responsabilité, par arrêté, donner délégation de signature au Directeur général.

Le Président informera le comité syndical des opérations réalisées dans le cadre des délégations reçues, ainsi qu'il est prévu à l'article L.2122-23 du CGCT.

Je vous prie, mes chers collègues, de bien vouloir en délibérer.

Le Président

DÉLIBÉRATION 2025 14 -

Délégation au Président pour contracter des emprunts

Séance du Comité syndical du 24 avril 2025

Vu l'article L.2122-22 du Code général des collectivités territoriales,
Vu la circulaire du 25 juin 2010 (NOR/IOC/B/10/15077/C),
Vu la loi n°2013-672 du 26 juillet 2013 et son décret d'application n°2014-984 du 28 août 2014,
Vu les statuts de l'Agence métropolitaine des mobilités partagées ,
Vu l'autorisation de la Direction générale des Finances publiques du 31 mars référencée 2025/03/2617, d'étaler sur 5 ans la charge induite par la décision de justice,
Vu l'exposé des motifs,

Le Comité Syndical,

Après en avoir délibéré, et à l'unanimité des membres présents ou représentés,

DONNE délégation au Président en matière d'emprunt conformément à l'article L.2122-22 du CGCT et selon les modalités exposées dans le rapport ci-dessus ainsi que pour réaliser toutes les opérations financières utiles à la gestion de ces emprunts,

AUTORISE au Président à passer à cet effet les actes nécessaires et à donner, par arrêté, sous sa surveillance et sa responsabilité, délégation de signature au Directeur général.



Le Président,



Sylvain Raifaud